



APPELER LE 111



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

23 mai 2023

LE PREMIER MINISTRE TOGOLAIS LANCE LE 9^E CONGRES PANAFRICAIN-LOME 2024

Lomé, 23 mai (ATOP) - Le premier ministre togolais, Mme Victoire Tomégah-Dogbé a lancé, le lundi 22 mai, le 9^e congrès Panafricain-Lomé 2024 (Togo) sur le thème : « l'ambition du panafricanisme : mobiliser les ressources, fédérer les énergies et se réinventer pour agir » au cours d'une cérémonie de présentation.

Cette cérémonie s'est déroulée en mode hybride (en présentiel et en ligne) et a mobilisé une trentaine de pays. Elle a réuni diverses personnalités parmi lesquelles

des représentants des pays membres de l'Union africaine (UA), des institutions de la République togolaise, des membres des gouvernements de l'Afrique du Sud, du Congo et du Togo. Etaient également présents des membres du corps diplomatique, des députés ainsi que des acteurs du monde culturel, scientifique et politique (diasporas et afro-descendants).

Cette activité a permis aux parties impliquées dans l'organisation d'échanger sur les objectifs de cet événement qui se tiendra en 2024 à Lomé puis de préparer et mobiliser les acteurs et participants de cette rencontre internationale. Elle a été une opportunité de sensibiliser le public et de susciter l'intérêt des potentiels partenaires.

Les axes de réflexion sur les moyens d'articuler de nouveaux paradigmes de développement ont été abordés. Les différents outils de communication dont la plateforme interactive, destinés à favoriser la contribution des citoyens africains, résidents ou expatriés, des afro-descendants ont été présentés.

Des vidéos sur le panafricanisme et ses figures emblématiques ; le panafricanisme du 19^e siècle à nos jours ont été aussi présentées. Le logo de ce 9^e congrès a été dévoilé.



Le panafricanisme, explique Dr Gervais Gnaka Lagoké, enseignant à l'université Lincoln (USA), est un concept, un mouvement, une idéologie, une idée, une doctrine. Il a précisé que ce concept est attribué à Andrew Sylvester Williams pour l'avoir employé le premier à la conférence panafricaine à Londres en 1900. Ce mot, poursuit-il est composé de 2 particules « pan » qui veut dire tout et « africanisme » qui est lié à l'Afrique. L'idée essentielle c'est l'unité et la solidarité de tous les peuples d'ascendance et de descendance africaine qui ont subi de l'oppression et de déshumanisation afin de revendiquer leur humanité et reconquérir leur vie et survie sur la terre.



L'assistance suivant...



...l'intervention de Mme Tomégah-Dogbé

Le 9^e congrès Panafricain-Lomé 2024 est co-organisé par la République togolaise et l'UA. Il vise à assurer la continuité politique et historique du mouvement panafricain en renforçant la solidarité et l'unité africaines.

Il aboutira à l'adoption d'une déclaration, qui définira les nouvelles orientations devant assurer à l'Afrique une participation active à la gestion des problèmes liés aux grands enjeux du monde contemporain. Cet événement permettra d'inventer des solutions innovantes et pertinentes destinées à améliorer la participation et la représentativité de l'Afrique dans la gouvernance mondiale ainsi que son implication dans les nécessaires réformes des institutions internationales.

Les attentes du 9^e congrès Panafricain-Lomé 2024

« Nous souhaitons que ce congrès puisse être un congrès d'actions à mener, que la déclaration puisse toucher des questions essentielles comme celle identitaire, le rôle de l'Afrique, question des business », a laissé entendre le ministre togolais en charge des Affaires étrangères, Pr. Robert Dussey. Le juriste, diplomate international, le sénégalais Doudou Ndoye Diene abonde dans le même sens : « J'attends que le congrès montre ce que les descendants d'Africains ont apporté, non pas de se considérer comme victimes mais comme forces de transformation des sociétés multiculturelles dans lesquels ils sont en train de vivre ».

Mme Tomégah-Dogbé a souligné que « le contexte économique et politique de nos jours constitue une opportunité pour nous Africains et personnes d'ascendance africaine de prendre conscience de nos forces, de nos richesses diverses et du rôle que nous devons tous jouer dans l'émergence de nos pays ». Elle a reconnu que la place faite à l'Afrique, aux Africains et personnes d'ascendance africaine est insuffisante pour leur permettre de jouer pleinement leur partition dans la gouvernance mondiale. « Il nous faut tourner la page, unir nos forces pour avancer et accélérer la marche vers le progrès, nous devons donc tous travailler par exemple à notre sécurité alimentaire pour éviter les conséquences néfastes des événements que nous ne maîtrisons pas », a conclu la cheffe du gouvernement togolais.

La vice-présidente de l'UA, Dr Monique Nsanzabaganwa a, par visio-conférence, relevé la nécessité de « travailler dur » pour la tenue et la réussite de ce congrès.

Le ministre chargé des relations internationales de l'Afrique du Sud, Mme Grace Pandor et celui des affaires étrangères de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso ont aussi relevé qu'il faut changer le paradigme en faisant des actions concrètes et en faisant du travail, la seconde religion. « Nous devons sublimer le travail et le labeur, nous devons redoubler nos efforts et les mutualiser sur l'ensemble du continent afin de répandre aux quatre coins de notre sacré les lumières de l'intelligence », a dit M Gakosso.

Le 8è congrès panafricain a eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud) en janvier 2014.

ATOP/BV/TD

ECHOS DE LA CAPITALE

EXTENSION DES LIAISONS D'ASKY:

LE DIRECTEUR EXECUTIF DE LA SOCIETE AERCAP REÇU PAR LE PREMIER MINISTRE

Lomé, 23 mai (ATOP)- Le Premier ministre, Mme Victoire Tomégah-Dogbé s'est entretenue, le lundi 22 mai au siège du gouvernement à Lomé, avec le directeur exécutif de la société " AERCAP ", la plus grande entreprise d'affrètement d'avions basée à Dublin, en Irlande, M. Aengus Kelly. Celui-ci était accompagné par le Directeur général de la compagnie aérienne ASKY basée à Lomé, M. Esayas Woldemariam Hailu.



Le Directeur exécutif de AERCAP (à droite) et le DG d'ASKY, face à la presse



Mme le Premier ministre et le Directeur exécutif de AERCAP

À l'issue de l'entretien, le directeur exécutif de " AERCAP " a confié aux médias qu'il est au Togo, afin de voir le fonctionnement d' ASKY et surtout annoncer l'arrivée prochaine au Togo de deux avions de nouvelle génération pour le compte d' ASKY. " Nous voulons aider ASKY à se développer", a dit M. Kelly. À l'en croire, ces deux avions permettront à ASKY d'assurer désormais des liaisons telles que Lomé-Paris-Lomé et aussi Lomé-Asie, en plus des 20 pays d'Afrique de l'ouest et centrale qu'assure déjà la compagnie.

Pour M. Aengus Kelly, Lomé fait partie des hubs les plus convoités au monde. " Le Togo est un pays, mais avec une stratégie énorme ", a laissé entendre le Directeur exécutif de " AERCAP ".

ATOP/JV

DES JOURNALISTES EN FORMATION SUR LA MISSION DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Lomé, 23 mai (ATOP) - Vingt journalistes de la presse togolaise ont démarré, le mardi 23 mai à Lomé, un atelier de deux jours sur la mission du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ainsi que sur la couverture responsable des situations de crise et les « gestes qui sauvent ».

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations entre les médias des pays couverts par la délégation du CICR basée à Abidjan. Il fait également partie des échanges périodiques initiés par cette organisation depuis plusieurs années.

Pour la cheffe de mission du CICR, Mme Mikafui Akue Djessoa, cet atelier trouve sa pertinence dans un contexte de plus en plus marqué par l'insécurité grandissante dans la zone Nord du Togo, la multiplicité des acteurs humanitaires et la confusion observée sur leurs identités, leurs objectifs et leurs moyens d'action. Elle a précisé que cette activité permet de renouer le contact avec les médias pour une couverture responsable des situations de crise.

L'activité entend également améliorer la compréhension des journalistes sur les principes et valeurs humanitaires de la Croix-Rouge, faire connaître les activités des différentes composantes du mouvement, présenter les dangers des abus de l'emblème avec un aspect pratique sur le secourisme.

Cette formation est animée par M. Séwa Mawussé Attikossie, Communication Officer à la mission du CICR pour le Togo et le Bénin. Les thématiques à l'agenda de cet atelier sont, entre autres, la spécificité du mouvement de la Croix-Rouge (Action Humanitaire Impartiale, Neutre et Indépendante (NIHAI)), la couverture responsable des conflits armés et d'autres situations de violence, les personnes en situation de handicap et la santé mentale, « l'assistance humanitaire : Généralités sur les programmes CICR » et les programmes CICR dans les zones Nord Togo-Bénin-Côte d'Ivoire.

ATOP/AJA/DHK



L'ouverture des travaux par la cheffe de mission

SANTE ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS :

PLAN INTERNATIONAL FORME DES FORMATEURS SUR LES « CONVERSATIONS QUI COMPTENT »

Lomé, 23 mai (ATOP) – Plan international organise, du 22 au 26 mai à Lomé, dans le cadre du projet : « Ma santé, mes droits », un atelier de formation sur « la santé et droits sexuels et reproductifs : les conversations qui comptent », à l'endroit de 16 formateurs venus des pays de l'Afrique francophones.

Le projet, financé par l'Union européenne, est exécuté dans 6 pays notamment, au Bénin, Burkina Faso, Togo, Guinée, Guinée Bissao et en Siéra Léone.

Ce projet porte sur la santé et droits sexuels reproductif (SDSR) des adolescents de 10 à 19 ans. Il s'agit de permettre à ces adolescents de jouir pleinement de leurs droits, avoir une bonne santé reproductive, une éducation complète à la sexualité et l'accès à des services adéquats répondant à leurs besoins.

L'objectif de la rencontre est de fournir un programme de formation pour le personnel francophone qui livrera le package « Conversations qui comptent » à travers les Country Office (bureau national) francophones du Plan International dans la région WACA et les partenaires. Il s'agit aussi d'aider le personnel à améliorer ses connaissances sur un éventail de sujets liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR). La rencontre va permettre de travailler avec les formateurs qui ont déjà une expérience de la facilitation et des méthodologies participatives, des connaissances pratiques sur la SDSR et qui, idéalement, ont participé eux-mêmes à la formation « les conversations qui comptent ».

Les formateurs comme Serah Ashunya Ketchen, Conseillère SDSR pour le GH, Dr. Jeannette Afoundé, spécialiste régionale de la SDSR et Julia Lehmann, responsable principale de la SDSR et de la programmation transformatrice de genre vont entretenir les participants venus de 8 pays sur 6 modules. Il s'agit de « Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) ; Éducation sexuelle complète (ECS) ; Services de SDSR adaptés aux adolescents et aux femmes (AGRS) ; Mariages et unions d'enfants, précoces et forcés (CEFMU) et SDSR ; Avortement sécurisé et Égalité des genres et inclusion ».



Des participants

La représentante résidente de Plan international Togo, Mme Awa Faly Ba a indiqué que cette formation, première du genre, va amener les participants à apprendre les meilleures façons d'aborder les questions de la SDSR chez les adolescents et jeunes dans la région. « La formation des formateurs va nous permettre d'avoir une masse de collègues au niveau des bureau de Plan international qui comprennent la complexité de la question de la santé et des droits des enfants, des adolescents », a ajouté Mme Faly Ba. Pour elle, au sortir de cet atelier, les participants doivent conduire avec habileté les projets avec les partenaires liés à la SDSR.



Des participants suivant...



... le discours de Mme Faly Ba

Dr. Jeannette Afoundé, une des formatrices a souligné qu'à l'issue de la formation, les participants doivent relayer et reproduire la même formation pour le bien des adolescents de la zone francophone. Elle a indiqué qu'il va falloir donner des compétences techniques aux participants et leur apprendre comment enseigner les thématiques de SDSR chez les adultes, parents et chez les adolescents, afin de stopper les grossesses précoces en milieu scolaire et permettre aux élèves de terminer leur cursus scolaire.

Les conversations qui comptent c'est une action pour permettre, par des conversations, d'approfondir et faire avancer des sujets aussi divers que les personnes qui seront présentes.

ATOP/SED/AR

NOUVELLES DES PREFECTURES

REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES :

DES VOLONTAIRES COMMUNAUTAIRES EN FORMATION A ATAKPAME

Atakpamé, 23 mai (ATOP) – Des volontaires communautaires, notamment des formateurs et conseillers techniques de secours des communes prennent part, du 22 au 24 mai à Atakpamé, à une session de formation sur la réduction des risques de catastrophes et sur l'adaptation aux changements climatiques.

Cette formation est organisée par la coordination régionale de la Croix-Rouge Togolaise (CRT) des Plateaux et regroupe les communes d'Akébou, d'Amou, de Wawa, d'Est-Mono, d'Anié et d'Ogou. L'objectif est de renforcer les capacités des volontaires sur

le système d'alerte précoce communautaire et sur l'importance de la communication dans la gestion des catastrophes. Il est également question de former les participants sur l'évaluation initiale des besoins et des dégâts en situation d'urgence. Les participants vont être outillés sur les notions et concepts de gestion des catastrophes et de changements climatiques ainsi que sur le plan de contingence urgence.

La coordinatrice régionale de la CRT des Plateaux, Issifou Kloussomou a indiqué que face aux enjeux et actions sécuritaires liés aux défis des changements climatiques, son institution a senti le besoin de se réadapter et de se réorganiser par rapport aux spécificités de chaque localité. Elle a expliqué que cette formation a pour finalité de constituer des équipes communales de gestion des catastrophes.

Le président préfectoral de la coordination de la CRT de l'Ogou, Kpetsu Idaoena a situé la responsabilité des volontaires communautaires face aux catastrophes au sein de leurs communautés et souligné qu'au terme de cette formation, les participants doivent être capables d'identifier et réagir promptement en cas de catastrophes. Il a exhorté les volontaires à s'approprier les acquis, afin de les restituer à leurs collègues pour une action humanitaire efficace sur le terrain.

Ces sessions de formation se déroulent sur toute l'étendue du territoire national et prennent en compte les volontaires communautaires de la CRT dans les 117 communes du Togo.

ATOP/KKT/AR



Des participants

VO/SANTE DE LA REPRODUCTION :**DES ADOLESCENTS ET PARENTS EN FORMATION A DAGBATI**

Vogan, 23 mai (ATOP) – Vingt adolescents/jeunes et dix-huit parents/tuteurs sont en formation sur la santé sexuelle du 22 au 26 mai à Dagbati, à 18 km au nord de Vogan, dans la commune Vo 3.



Des participants



Les participants suivant la présentation d'une module

La formation est organisée par la Plateforme des organisations de la Société Civile, de lutte contre les IST/VIH, le Sida et de Promotion de la Santé au Togo (PF-OSC-VIH/SIDA). Elle a bénéficié de la collaboration de l'Association santé pour tous (AST) et de l'Association togolaise pour le bien-être familial (ATBEF). Financée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), elle se situe dans le cadre de l'exécution du « Projet d'Education aux Valeurs et à la Santé Sexuelle (EVSS) en milieu extrascolaire dans les communes Zio 1 et Vo 3, dans la région Maritime ».

L'objectif de cette rencontre est de renforcer les capacités des adolescent/jeunes et parents/tuteurs en matière d'éducation aux valeurs et de santé sexuelle afin qu'ils s'affirment et se prennent en charge. Il s'agit également de les former sur les techniques d'animation des séances d'EVSS, les outiller sur la pair-éducation.

Les participants seront formés sur la Santé de la reproduction chez les adolescents et jeunes (SSRAJ) au Togo et dans le monde à travers des exercices de clarification, les généralités sur l'Education sexuelle complète (ESC) ainsi que la définition, les caractéristiques, composantes et sous composantes de l'EVSS. Ils augmenteront leur niveau de connaissance sur les notions de genre, le sexe, les Infections sexuellement transmissibles (IST), le cycle mensuel, la contraception, les droits et responsabilités en matière de sexualité, les généralités sur le VIH, la vie positive, la citoyenneté responsable. Ils vont acquérir des connaissances sur le bien-être et le plaisir, les violences, la diversité et les relations interpersonnelles.

Le 2^e adjoint au maire de Vo 3, Amouzou Kokou Elom a invité les jeunes/adolescents à la maîtrise de soi et à mettre en application toutes les connaissances pour un changement de mentalité en matière de santé sexuelle. Il a convié les parents à éviter de faire de l'éducation sexuelle un tabou.

La coordonnatrice du secrétariat technique de la PF-OSC- VIH/SIDA, Mme Abaeklu-Akpakli Juliette a invité les jeunes à développer toutes les composantes à l'endroit de leurs pairs. Elle a demandé aux parents de faciliter la communication entre eux et leurs enfants.

La chargée de projet à l'UNFPA, Mme Afeli Abra Jeanne souligné que l'objectif de leur institution en appuyant cette initiative est de faire en sorte que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement soit sans danger et que le potentiel de chaque jeune soit accompli. ATOP/AKS/BV

KLOTO/PROMOTION D'UNE EDUCATION DE QUALITE :

LE JARDIN D'ENFANTS DE L'EPP DE KPOGANDZI BENEFICIE D'UN BATIMENT SCOLAIRE DE TROIS CLASSES

Kpalimé, 23 mai (ATOP) - Le jardin d'enfant public de l'Ecole primaire publique (EPP) de Kpogandji, banlieue-est de la ville de Kpalimé, a bénéficié le lundi 22 mai, d'un bâtiment scolaire de trois classes avec une bibliothèque meublée et équipée de livres.



Coupure du ruban symbolique



Le bâtiment vu de profil

La cérémonie de réception a été présidée par le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Pr. Dodzi Komla Kokoroko en présence du maire de la commune Kloto 1, Winny Yawo Dogbatsè, des responsables du système éducatif de la préfecture, du chef du quartier, des enseignants, parents et élèves.

D'un coût de 23.873.704 FCFA, le bâtiment est réalisé grâce au financement de l'Association construire avenir Togo-Suisse (ACATS). La contribution de la direction régionale de l'Education se résume à l'accompagnement technique au cours des travaux.

Le ministre Kokoroko a rassuré les acteurs du système éducatif de Kpogandzi de l'intérêt que le gouvernement leur porte. Il a rappelé la décision du ministère de construire prochainement un bâtiment scolaire dans cet établissement. *« Vous voyez que nous ne sommes pas insensibles à vos difficultés. Donc ça ne saura tarder, le ministère lui-même viendra construire un bâtiment ici. Je crois qu'il faut être patient devant le retard que nous avons accusé aujourd'hui au niveau des infrastructures scolaires. Lequel retard s'explique par les troubles socio-politiques qui ont laissé le pays sans investissement dans les secteurs sociaux »*, a expliqué le ministre.

Le ministre a précisé qu'il y a un projet politique du gouvernement axé sur l'école et l'amélioration de la qualité et la quantité des infrastructures. Aussi, a-t-il rassuré, son auditoire de la détermination du gouvernement à changer dans des meilleurs délais, l'image de l'école togolaise.

Le président local de ACATS, Togbé Mawuli a invité le ministre à porter une attention particulière aux organisations de la société civile qui apportent toujours leur savoir-faire à la réalisation des œuvres d'édification.

Le président du Comité de Gestion des Parents d'Elève (COGEP) de Kpogandzi, Pasteur Bélé Kokou a présenté au ministre des doléances relatives à la construction d'une latrine au profit des élèves du jardin, une clôture pour les protéger et un autre bâtiment. Il a remercié le président de ACATS et ses partenaires pour leurs efforts. ATOP/AYH/SED

CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT :

L'ONG GRAINE DE VIE DISTRIBUE DES PLANTS A DES PRODUCTEURS

Kpalimé, 23 mai (ATOP)- L'ONG Graine de Vie, spécialisée dans la production des plants, a distribué le lundi 22 mai, 70.000 plants de diverses essences à plus de 100

paysans et planteurs sur son site dans le village de Kusuntu, banlieue ouest de la ville de Kpalimé.



Le Cdt remet symboliquement un plant à un bénéficiaire



Une pépinière des jeunes plants

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la double ambition quinquennale et décennale du gouvernement. Cette ambition consiste à atteindre en 2025 un couvert végétal de 25 pour cent et à planter 1 milliard d'arbres d'ici 2030 pour l'augmentation du couvert forestier à 26 pour cent.

Les plants distribués sont de deux sortes, les fruitiers et les forestiers. Les fruitiers comprennent, entre autres, les cacaoyers, les agrumes (orangers, pamplemoussiers, citronniers, mandariniers). Les forestiers sont composés de *Khaya grandifolia*, *Khaya senegalensis*, *Terminalia superba*, *Terminalia catapa*, *Terminalia mantaly*, *Acacia manguium*, *cadrelea odorata*, *Neem*, *Cola gigantea*, *Sena siamea*, *Gmelina arborea*, *Moringa*, *Daniella olivera*.

Après la distribution, les bénéficiaires se sont engagés à mettre en terre tous les plants reçus et à les entretenir jusqu'à leur maturité.

Le directeur régional de l'Environnement et des Ressources forestières des Plateaux, Cdt des Eaux et Forêts, Ouro-Bang'na Essolizama a salué l'initiative et les efforts de Graine de Vie qui accompagne la politique du gouvernement en matière de reboisement. Il a relevé l'importance du reboisement et précisé que le Togo comme la plupart des pays vit le problème de déforestation.

Le directeur a ajouté que c'est face à cette situation que le gouvernement togolais à travers le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières a pris la mesure de la chose avec la double ambition décennale et quinquennale. Cette double ambition ne peut pas être réalisée sans l'organisation des acteurs. Il a invité les bénéficiaires à protéger les plants reçus et à prendre des dispositions avec les Peuls pour protéger les plantations contre les bœufs. Le Cdt Ouro-Bang'na leur a demandé également de faire des pares-feux autour des plantations pour éviter les feux de brousse.

Le directeur de l'ONG Graine de vie, Komla Gérard Doga a présenté les étapes de production des plants, depuis l'emportage jusqu'à la recherche des graines pour les germoires, leur arrosage et leur entretien.

Graine de vie est une ONG internationale née au Madagascar et implantée au Togo en 2018. Elle a des antennes dans toutes les régions économiques du Togo et le siège est à Kpalimé. Il existe 56 pépinières qui ont produit 1.200.000 plants cette année.
ATOP/AYH /TJ

KOZAH/ EDUCATION :**UN BATIMENT SCOLAIRE RECEPTIONNE AU LYCEE TCHINTCHINDA**

Kara, 23 mai (ATOP)- Un bâtiment scolaire de quatre salles de classe a été réceptionné le lundi 22 mai au lycée Tchintchinda dans la commune Kozah 1. Il est muni d'une rampe pour les apprenants à mobilité réduite.



MM. Pidabi et Féraud coupant le ruban symboliquement



Le nouveau bâtiment scolaire

Cette infrastructure a été réalisée grâce au soutien financier de la Brasserie BB Lomé SA. Elle va résoudre les problèmes d'infrastructures et d'équipements que les élèves de cet établissement rencontrent depuis un certain temps. Il s'agit aussi d'offrir un cadre propice pour une éducation de qualité.

Le directeur général de la brasserie BB Lomé SA, Thierry Féraud a fait remarquer que sa société fera bientôt 60 ans dans le quotidien des Togolais. La Brasserie BB Lomé s'est inscrite depuis quelques années dans la feuille de route du gouvernement avec des actions visant à accompagner la communauté à mieux vivre et en matière d'éducation, vecteur de tout développement, a-t-il précisé. M. Thierry s'est engagé à équiper ces salles de classe en table-bancs et chaises.

Le directeur régional de l'Education Kara, Gnoneguè Kodjo et le proviseur du lycée Tchintchinda, Mme Takougnadi Madanawé, se sont réjouis de la réalisation de ce nouveau bâtiment qui vient soulager les peines des élèves et du corps enseignant soumis au système de double flux et des aléas climatiques. « *Le lycée compte plus de 1041 élèves pour seulement sept salles de classe. Aujourd'hui, plus de 300 élèves vont intégrer ce nouveau bâtiment en vue d'améliorer considérablement le système d'enseignement et le double flux* », a poursuivi Mme Takougnadi.

Le président des parents d'élèves du lycée Tchintchinda, Nabédé Karabéï a fait un bref aperçu de la création de ce lycée avant d'inviter tous les acteurs à œuvrer afin de faire de ce lycée, un établissement de référence en termes d'enseignement de qualité à l'avenir.

La cérémonie a pris fin par la coupure symbolique du ruban par le maire de la commune Kozah 1 suivie de la visite des salles de classe. Elle s'est déroulée en présence du corps enseignant, des parents d'élèves, des autorités administratives, traditionnelles et religieuses, ainsi que des élèves. ATOP/SG/FD

RECENSEMENT DANS LA ZONE 2 :**LE MINISTRE LAMADOKOU INVITE LA POPULATION DE WAWA A SE FAIRE ENROLER**

Badou, 23 mai (ATOP) - Le ministre de la Culture et du Tourisme, Dr Lamadokou Kossi, en tournée le dimanche 21 mai dans la préfecture de Wawa, a invité la population à se faire enrôler.

Le ministre s'est fait recenser à Kpètè-Béna, un village situé à une vingtaine de kilomètre de Badou. Il a visité les centres de recensement dans la commune Wawa 1 notamment les centres de Badou, Tomégbé, et Mangouassi. Partout il est passé, il a félicité et encouragé la population pour son adhésion au processus d'enroulement. Dr Lamadokou a exhorté ceux qui ont déjà fait leur carte d'électeur à sensibiliser les autres à le faire à leur tour.

Le ministre Lamadokou était accompagné, du préfet Soménu Atsu Yinassè, du maire de Wawa 1, Assamoah Yao Ogah et de l'ancien député suppléant Tchamdja Malaki.

Cette tournée du ministre entre dans le cadre du recensement électoral dans la zone 2 qui se déroule du 20 au 27 mai. La zone 2 se compose des préfectures de Tchamba, Sotouboua, Blitta, Anié, Ogou, Amou, Haho, Agou, Est-Mono, Moyen -Mono, Kloto, Kpélé, Danyi, Wawa et Akébou.

ATOP/PM/BV

DECENTRALISATION :

LES RESULTATS DU RECENSEMENT RESTITUÉS AUX CONTRIBUABLES DE LA COMMUNE EST-MONO 1



Les contribuables attentifs aux explications

décentralisation et gouvernance (ProDeG IV). Il a permis de présenter aux contribuables les résultats des opérations du recensement qui permettront à la commune de disposer d'un fichier fiable des contribuables des recettes fiscales et non fiscales.

L'activité va permettre aussi d'établir un répertoire des personnes recensées afin que la commune puisse évaluer son potentiel, faciliter les prévisions budgétaires, l'accroissement et la mobilisation des recettes, et par ricochet la réalisation de la politique locale.

Ce recensement a mobilisé 19 personnes dont 3 superviseurs sur toute l'étendue du territoire communal de l'Est – Mono 1. Ceux-ci ont collecté les données liées aux activités économiques exercées, ainsi que leurs titulaires. Il ressort de ce recensement que 1.658 contribuables ont été recensés dont 367 pour les recettes fiscales et 1291 contribuables pour celles non fiscales. Les contribuables des recettes non fiscales, sont composés de 467 contribuables RODP, 205 contribuables publicités, 8 contribuables locataires de boutiques de la commune, 14 boutiques plan, 8 boutiques personnelles, 10 contribuables occupant les terrains de la commune et 579 occupants des marchés. Le territoire communal est subdivisé en 5 blocs. Ces blocs seront contrôlés par des responsables désignés par la mairie.

La consultante FCGIZ ProDeG IV Mme Anne Sédo a salué cette initiative qui est une étape cruciale dans la gestion de la commune, qui consiste à répondre aux besoins de la population en termes de services publics et sociaux. Elle a relevé que l'important

pour la GIZ est que les fichiers établis ne soient pas rangés dans les tiroirs, qu'ils soient actualisés régulièrement.

Le maire de la commune Est – Mono 1 Koffi Akaba a remercié tous ceux qui ont œuvré pour mise en place des fichiers des contribuables de la mairie Est – Mono 1. Il a expliqué qu'après cette rencontre de bilan, un travail va se poursuivre, celui de la mobilisation des ressources locales pour le bon investissement à réaliser pour le bien – être des populations. Le maire a invité chacun à aller verser ses taxes, selon les textes pour éviter les amendes.

ATOP/VA/KYA

INTERVIEW

SANTE /HYPERTENSION ARTERIELLE ET GROSSESSE : **LES DANGERS POUR LA MERE ET LE BEBE**



Dr Ramanou lors de l'entretien

L'hypertension artérielle (HTA) est l'une des maladies les plus redoutées en période de grossesse. Elle fait partie des trois premières causes de décès maternels dans le monde et particulièrement au Togo. Une mauvaise prise en charge médicale de cette pathologie en période de grossesse peut entraîner des complications très dangereuses pour la femme et le bébé qu'elle porte dans son ventre. Dans une interview accordée à l'Agence Togolaise de Presse (ATOP), Dr Ramanou Bouraïma, Gynécologue Obstétricien, chef de service de la maternité du Centre Hospitalier Régional (CHR)-Sokodé, revient sur ces complications, exhortant par la même occasion les femmes à se faire consulter après un retard des règles.

L'hypertension artérielle est définie comme étant une pression anormalement élevée du sang dans les artères (supérieur ou égale à 140 mm de mercure / 90 mm de mercure c'est-à-dire au-dessus de 14). Toutes les femmes peuvent être affectées par cette pathologie à cause du stress, selon les experts. Les facteurs de risques sont, entre autres, l'hérédité, l'obésité, le diabète, le manque d'activités physiques, ou la consommation moins fréquente de fruits. La femme court aussi le risque lorsqu'elle accouche avant 18 ans et à partir de 35 ans, ou si elle donne naissance pour la première fois ou plusieurs fois ou si elle porte des jumeaux.

D'après Dr Ramanou, l'hypertension artérielle est une maladie qu'on peut retrouver chez la femme enceinte et dans ce cas, elle entraîne des complications ou entrave la bonne évolution de la grossesse. Il fait savoir que cette pathologie peut survenir soit au cours de la grossesse et dans ce cas elle est appelée HTA gravidique ou exister chez la femme avant même qu'elle ne tombe enceinte. « *C'est une femme qui est sous traitement bien ou mal suivi et à cela vient s'ajouter la grossesse* », explique-t-il. Pour lui, que ce soit l'HTA survenu avant ou après la grossesse, les complications sont pareilles chez la mère et touchent également le bébé.

Les complications chez la mère et le bébé

A en croire le Gynécologue Obstétricien, chez la mère, les complications les plus rencontrées, sont les difficultés respiratoires liées à l'œdème aigu du poumon, c'est-à-dire, que l'hypertension s'est aggravée jusqu'à ce que les poumons sont inondés et ça entraîne les difficultés respiratoires. *« C'est une complication grave qui peut se terminer par le décès de la femme enceinte si rien n'est fait de façon urgente »*, dit-t-il.

En dehors de cette complication, l'HTA, d'après Dr Ramanou, peut provoquer, au niveau de la maman, un Accident vasculaire cérébral (AVC) qui peut être hémorragique (ce qu'on retrouve souvent) ou ischémique. *« L'HTA hémorragique, survient lorsqu'il y a une rupture d'une artère dans le cerveau entraînant un déversement du sang dans le cerveau avec pour conséquence la survenue de l'AVC. Et quand celui-ci se produit chez la femme enceinte, c'est une situation très complexe et difficile à gérer et si la gestion n'a pas été parfaite ou que les lésions sont trop sévères ça peut aboutir à la mort de la femme enceinte »*, affirme le praticien.



Dr Ramanou en consultation. A ses côtés une sage-femme

Il ajoute qu'avant même d'aller à la mort, dans cette situation, on peut constater les difficultés respiratoires parce que c'est le cerveau qui est la commande de tout le fonctionnement de l'organisme et quand il est atteint ça peut se manifester par des difficultés respiratoires qui peuvent conduire au décès. Quant à l'AVC ischémique, il se produit par l'obstruction d'une artère cérébrale souvent en raison d'un caillot sanguin ou le dépôt de plaque d'athérome sur la paroi des artères.

Outre l'œdème aigu du poumon et l'AVC, l'HTA peut agir sur les reins de la mère. *« Nous avons l'hypertension qui devient sévère et agit sur les reins créant ainsi une situation d'insuffisance rénale qui, si elle s'aggrave, peut provoquer la mort de la femme enceinte et bien avant ça des difficultés respiratoires peuvent aussi se manifester »*, explique Dr Ramanou.

En dehors de ces trois complications, il peut y avoir chez la mère, un écoulement du sang ou une hémorragie au niveau du foie. *« C'est une complication majeure et quand elle s'aggrave, ça peut aller aussi au décès de la femme enceinte »*, averti Dr Ramanou.

Une autre complication majeure relevée par le docteur, c'est le décollement prématuré du placenta normalement incéré. *« Cette complication entraîne le décollement du placenta et puis le sang s'écoule des vaisseaux et s'en va s'accumuler entre la paroi utérine et le placenta. C'est une complication, foudroyante, très meurtrière et donc il faut faire diligence et de façon collégiale faire la prise en charge pour qu'on puisse mettre la femme à l'abri de ce danger »*.

Le Gynécologue Obstétricien a également évoqué les complications sur les yeux. Celles-ci, prévient-il, vont aboutir à l'aveuglement et à la cécité de la mère si des mesures urgentes ne sont pas prises.

Pour l'enfant, Dr Ramanou a parlé, d'abord, de la prématurité induite qui peut amener à l'interruption volontaire de la grossesse. Il a évoqué, ensuite, le retard de croissance avec un enfant qui va naître avec un poids foetal insuffisant à l'âge et pire la mort du bébé des suites, entre autres, de la complication liée au décollement prématuré du placenta normalement incéré, entre autres.

Se faire consulter après un retard des règles

Pour le bon suivi de la grossesse, une première consultation après un retard des règles est nécessaire. Et il faut ensuite respecter les rendez-vous des consultations prénatales qui sont des séances au cours desquelles les sages-femmes prodiguent des conseils aux femmes enceintes et s'assurent de la bonne évolution de la grossesse. Dr Ramanou insiste : « *Une femme qui sait qu'elle est hypertendue et qu'elle tombe enceinte, la meilleure chose après avoir constaté un retard des règles, c'est de consulter un spécialiste, pour un suivi ou une sage-femme associée à un spécialiste. Raison pour laquelle au centre de référence de la région Centrale CHR-Sokodé, comme dans tous les autres centres de référence du pays, il y a un spécialiste, un gynécologue obstétricien. Lui c'est son job de s'occuper des femmes qui sont hypertendues et qui sont tombées enceintes en collaboration avec les sages-femmes qui sont en mesure de bien gérer cette grossesse afin qu'on puisse accoucher dans des conditions à moindres risques* ».

Le Chef de service de la maternité du CHR-Sokodé, déconseille « fortement » le recours à un personnel non qualifié, notamment dans les maisons d'accouchement, pour suivre cette grossesse. Il avertit que « *ce sera la catastrophe et à la fin c'est le décès assuré de la femme enceinte car la grossesse et l'HTA c'est un danger, elle figure parmi les trois premières causes de décès maternels dans le monde et particulièrement au Togo, après l'hémorragie et les infections* ». Il affirme que les décès des femmes enceintes enregistrés au CHR sont dus à cela. « *Les femmes arrivent tardivement à l'hôpital après avoir fait confiance à ce personnel non qualifié. Ce qui complique leur prise en charge. Vraiment c'est une pratique que nous condamnons et il faut que ça cesse. Les femmes elles-mêmes doivent comprendre qu'elles risquent la mort en se donnant à ce personnel non qualifié* », a-t-il martelé

En limitant la prise de poids, en adoptant par exemple une alimentation saine et équilibrée, en faisant des exercices physiques modérées, en connaissant son histoire médicale et en commençant les consultations médicales à temps, la femme enceinte se donne toutes les chances d'accoucher dans des conditions à moindres risques, assure le Gynécologue Obstétricien.

Des programmes en faveur des femmes enceintes

Dr Ramanou a saisi, l'occasion, pour remercier le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, qui ne cesse de mener des efforts, à travers différents programmes pour qu'aucune femme ne meurt en donnant la vie. Il a cité le dernier programme en date à savoir « Wezou » qui vient renforcer tous les autres pour faire de chaque grossesse une expérience heureuse. Pour lui, il faut que les femmes s'approprient ces programmes en se faisant consulter à temps. « *Nous voulons dire à nos chères sœurs, à nos chères mères, que nous sommes là pour elles, nous sommes ouverts, disponibles à les aider et de ne pas hésiter un seul instant à venir à nous* », a conclu le Chef de service de la maternité du CHR-Sokodé.

Propos recueillis par KPEMISSI Essohanam

NOUVELLES DE L'ETRANGER

AFRIQUE DE L'OUEST-SAHEL:

VERS UNE PRESENCE MODULABLE ET LEGERE DES TROUPES FRANÇAISES

NDJAMENA, (RFI) - Lors d'une interview exclusive donnée à RFI et à l'AFP depuis Ndjamena lundi 15 mai, le général de division Bruno Baratz, commandant des forces

françaises au Sahel depuis 10 mois, décrypte l'évolution du dispositif militaire français en Afrique. Une présence qui, après une décennie d'opération Barkhane, se veut désormais légère et modulable. Entretien avec notre envoyé spécial au Niger, Franck Alexandre.

RFI : L'armée française a tourné la page de l'opération Barkhane et de sa présence au Mali au début de votre mandat, à l'été 2022, et vous avez reçu pour mission d'élaborer avec le Niger un partenariat de combat rénové ou revisité, qui fait partie de la stratégie générale de « l'Afrique autrement ». Quelle est la nouvelle philosophie à l'œuvre au Sahel ?

Bruno Baratz : Au Niger, et de façon même globale partout en Afrique, la position philosophique est différente de ce qui se faisait au Mali. Aujourd'hui, notre aide part d'abord du besoin du partenaire. Le principe est de ne pas conduire d'opération à notre niveau, mais plutôt de venir amener des capacités pour que les armées africaines réalisent leurs propres opérations. Quand on me demande quel est le nom de cette nouvelle opération, puisque Barkhane a disparu, j'ai l'habitude de dire qu'il n'y a pas d'opération française ! Nous, on n'a plus d'opération, il y a uniquement celles de nos partenaires nigériens, tchadiens. Et nous, nous ne faisons qu'amener des capacités qu'ils n'ont pas encore, qu'ils sont en train d'acquérir et pendant un temps limité où ils estiment avoir besoin de notre soutien et de notre appui.

Exemple au Niger où les Forces armées nigériennes (FAN) sont en pleine montée en puissance. Ils espèrent avoir un effectif de 50 000 hommes à l'horizon 2025 pour pouvoir assurer seuls leur sécurité et la stabilité du Niger. Cette montée en puissance va se faire en deux temps, avec un objectif de 50 000 soldats dans deux ans et de 100 000 en 2030. Nous ne faisons que leur fournir certaines capacités pour leur permettre de faire face aux menaces terroristes, car ils ont quatre fronts à tenir en même temps, le long de la frontière malienne et celle du Burkina, la frontière libyenne et la région du lac Tchad. Pour faire face, ils ont besoin de notre aide, mais nous ne sommes pas les seuls, puisque d'autres partenaires occidentaux sont également à leurs côtés. En 2025, les FAN auront déjà de solides capacités pour endiguer les menaces sur leur sol, et ce, d'autant plus que le Niger a une stratégie de contre-insurrection qui est particulièrement efficace et qui a de bons indicateurs. L'objectif de leur lutte, c'est bien de sécuriser les populations et de permettre le retour de l'État dans les zones contestées par les groupes armés terroristes. Une stratégie simple et efficace, une approche globale avec le retour de l'État, des instances de dialogue entre communautés.

C'est tout l'intérêt de la Haute autorité de la consolidation de la paix, qui est là pour justement permettre ce dialogue et faire en sorte que les tensions qui, localement, peuvent apparaître, s'estompent. Le Niger a connu une rébellion touarègue, ce qui a poussé les autorités à trouver des solutions pour rétablir la concorde nationale. Aujourd'hui, les Nigériens connaissent leur fragilité, ils savent très bien qu'il faut promouvoir ce dialogue. Ce qu'ils font régulièrement, y compris avec les gens qui sont passés du côté obscur en rejoignant des groupes armés. Ils maintiennent le dialogue avec ces populations qui ont été tentées par l'aventure djihadiste. C'est beaucoup plus simple pour les armées françaises et les partenaires occidentaux de venir appuyer cette stratégie très claire. Et les objectifs atteints sont très pertinents, puisque, par exemple, l'année dernière, l'objectif numéro 1 de l'opération Almahaou (opération militaire nigérienne) était de faire en sorte que, dans le Liptako nigérien, tous les champs qui étaient à l'abandon en 2021 puissent être cultivés en 2022 et que les populations reviennent. Cet objectif a été atteint. Donc, on est bien dans cette logique de contrôle de l'espace. Et c'est là qu'on nous attend : aider les Nigériens à contrôler leur espace de façon à ce que les populations reprennent leur vie normale et que les services de l'État se remettent en place. Cela facilite notre appui.

Il y a une véritable résilience du Niger, qui est finalement inquieté sur toutes ses frontières et qui, malgré tout, parvient à tenir. C'est bien qu'ils ont réussi à trouver cet équilibre interne entre les communautés et éviter ainsi des luttes fratricides, comme on peut l'observer au Mali. Le Niger assume également pleinement d'avoir demandé le soutien de la France. Les Nigériens ne cachent pas du tout le fait d'avoir demandé l'appui d'autres pays occidentaux comme les Italiens ou les Américains. Ils savent parfaitement ce qu'ils veulent obtenir de tel ou tel partenaire. Ils ne demandent pas la même chose aux uns et aux autres, c'est toujours très complémentaire.

Quels sont les défis de cette nouvelle approche et les écueils à éviter ?

Il faut reformater les esprits de nos militaires. Beaucoup de nos unités sont passées au Mali, ont connu Barkhane. Or, ce que font les forces françaises aujourd'hui au Niger et au Tchad, ça n'a rien à voir en terme d'état d'esprit. On se met vraiment à la disposition du partenaire. Il n'y a pas de plan de campagne français, ça n'existe pas. C'est bien leurs opérations et on se cale sur leur rythme opérationnel.

Je ne vous cache pas que ça demande un peu de pédagogie ! C'est le changement culturel entre Barkhane et notre nouvelle mission qui est le premier point d'attention pour moi. Le second point d'attention, c'est l'approche éthique qui, parfois, n'est pas identique selon les troupes. On vient apporter un appui pour les populations et les armées locales. Or, pour eux, c'est une guerre existentielle, totale. Mais il est hors de question d'enfreindre nos règles et nos valeurs, c'est une ligne rouge.

Par ailleurs, nos partenaires ont parfois du mal à exprimer leur besoin. C'est pour cela qu'il est important de beaucoup les écouter et de beaucoup dialoguer.

L'évolution du dispositif militaire français en Afrique est en discussion depuis un an. La France envisage-t-elle de réduire drastiquement ses effectifs pré-positionnés, et quels sont les besoins exprimés par les pays partenaires ?

Le dialogue est toujours en cours. Récemment, notre ministre des Armées (Sébastien Lecornu, NDLR) s'est déplacé au Gabon, au Sénégal et en Côte d'Ivoire pour entamer justement les premières discussions sur l'organisation du dispositif. Aujourd'hui, le contour n'est pas complètement arrêté. L'idée, c'est de vraiment répondre aux besoins et aux souhaits des pays partenaires et d'établir une nouvelle forme de présence française, sachant que l'idée est de les appuyer seulement quand ils en ont besoin. Mais ça peut se faire aujourd'hui de façon différente.

On n'est pas obligé d'être très nombreux pour répondre à leurs besoins du moment, et ce, d'autant plus que certaines armées sont très développées et possèdent un très bon niveau opérationnel. Ils sont plus demandeurs d'exercices et d'entraînements conjoints avec nous, sur des courtes périodes, plutôt que d'avoir de gros contingents permanents de soldats français chez eux. Selon les pays, il y a des niveaux de maturité et des besoins très différents. Et donc, tout ça, ça va se définir petit à petit, progressivement, dans un dialogue entre ministères.

L'idée générale, bien entendu, est d'être le plus léger possible puisque finalement, aujourd'hui, avec les moyens de projection dont on dispose, avec les avions gros porteurs comme l'A400M, on peut assez facilement renforcer un dispositif. Les parachutistes français viennent par exemple de mener une opération de quelques jours au Niger et ils repartent immédiatement en France. Donc c'est un peu le modèle que l'on veut promouvoir, ne plus être visible sur le temps long.

Ce sera du sur mesure à chaque fois. Pour le Tchad, on est dans la même logique d'approche. Le besoin actuellement est plus dans le domaine aérien que terrestre. Le Tchad a bien compris l'intérêt de l'appui aérien et du renseignement aussi. Ce sont les deux axes d'effort souvent demandés. Au Tchad, le dispositif évoluera dans le temps. Le

dialogue n'est pas terminé et on verra en fonction de leurs demandes, de leurs besoins, comment et sous quelle forme on pourra y répondre.

Autre ligne de front : la guerre informationnelle menée par les mercenaires de Wagner pour entretenir le sentiment anti-français. Quel est l'état des lieux ?

La guerre informationnelle est généralisée par la Russie, qui attaque toutes les positions françaises. Eux se permettent de mentir et raconter n'importe quoi sur la France et ses agissements, de façon totalement éhontée. Cette campagne touche non seulement les pays où la France a été engagée, mais aussi les autres pays de la région où tout ce qui peut déstabiliser peut créer des marchés potentiels pour Wagner, qui est un système économique. On les voit très actifs au Burkina Faso, au Mali, en Centrafrique... Ils ont aussi fait croire à un coup d'État en cours au Niger. Ils essaient de cibler ce qu'ils estiment être les points faibles des pays, comme la stabilité politique, l'image de la France un peu partout. RFI

SPORTS

LA CAF LANCE LA NOUVELLE SAISON DE FOOTBALL FEMININ

Le Caire (Cafonline)-C'est au Caire en Egypte que les sélections de football féminin du continent vont être fixées sur leur parcours jusqu'aux Jeux Olympiques. Le tirage au sort des éliminatoires africaines du tournoi de football féminin aura lieu ce mardi 30 mai 2023 à 13h00 heure locale (10h00 GMT).

Les éliminatoires africaines débuteront en juillet 2023 et s'achèveront en avril 2024. Elles s'étaleront sur quatre tours : avec des matches aller et retour.

Deux équipes africaines se qualifieront pour les Jeux olympiques.

Lors de l'édition de Tokyo 2020 (disputée en 2021 en raison de la pandémie de Covid-19), les Copper Queens de Zambie, seules représentantes africaines au tournoi final, avaient été éliminées en phase de groupes.

Ci-dessous le programme complet des éliminatoires et de la phase finale des Jeux Olympiques de 2024 :

Premier tour : du 10 au 18 juillet 2023

Second tour : du 23 au 31 octobre 2023

Troisième tour : du 19 au 28 février 2024

Quatrième tour : du 1er au 9 avril 2024

Tournoi final de football féminin : du 25 juillet au 10 août 2024

Cafonline

CAN 2027 :

LE SÉNÉGAL OFFICIELLEMENT CANDIDAT

Dakar (Afrik-foot.com) -Comme annoncé il y a quelques semaines par le ministre des Sports, Amadou Ba, le Sénégal a déposé le lundi 22 mai sa candidature pour organiser la CAN 2027.

Le geste à la parole. Ce lundi, une délégation sénégalaise a été envoyée au siège de la Confédération africaine de football (CAF) au Caire, en Égypte, afin de soumettre la candidature du pays de la Teranga pour accueillir la 36^e édition de la CAN, donnant enfin corps à l'ambition de longue date des autorités.

L'annonce a été faite par le vice-président de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Abdoulaye Saydou Sow, au micro de la *Radio futurs médias*. Ladite délégation est composée de Victor Ciss, le Secrétaire général de la FSF, d'Ibrahima Ndao, le conseiller spécial du ministre des Sports, et de Léonard Diagne, membre influent de la Commission sportive de la FSF, précise le quotidien *Stades*.

CINQ CANDIDATURES OFFICIELLES POUR LA CAN 2027

La candidature du Sénégal intervient la veille de la date limite de soumission des dossiers, fixée le 23 mai 2023. Ceci, après que les dirigeants aient longuement soufflé le chaud et le froid quant à leur volonté d'organiser la plus grande compétition africaine de football.

Le Sénégal vient donc s'ajouter à six pays officiellement en course pour remporter l'attribution de la CAN 2027, à savoir l'Algérie, qui brigue également l'organisation de la CAN 2025, le Botswana, l'Égypte et le trio Kenya-Ouganda-Tanzanie qui a soumis une candidature conjointe. **Afrik-foot.com**

TENNIS :

ACCUSE D'ANTIJEU, HUGO GASTON ECOPE D'UNE AMENDE DE 144 000 DOLLARS

Paris (Lepoint.fr) -Le joueur de tennis français a reçu une amende de 144 000 dollars pour « conduite antisportive », lors d'un match au Masters 1000 de Madrid.

Une attitude aux conséquences onéreuses. Hugo Gaston est accusé de « conduite antisportive », lors de son match du deuxième tour au Masters 1000 de Madrid. En conséquence, le joueur français a reçu une amende 144 000 euros, a indiqué l'ATP.

Le joueur de tennis (ex-58^e mondial redescendu au 108^e rang cette semaine) est en effet accusé d'avoir délibérément lâché une seconde balle sur le court lors d'un échange qu'il allait perdre contre le Croate Borna Coric (défaite 6-3, 6-3) le 28 avril dernier, afin d'obliger l'arbitre à faire rejouer le point. Le niveau particulièrement élevé de l'amende s'explique par la réitération d'un tel comportement, précise l'instance qui gère le circuit professionnel masculin.

DES PRÉCÉDENTS D'INFRACTION

« Selon les règles de l'ATP depuis 2023, les amendes liées à un comportement antisportif augmentent de 100 % à chaque violation au cours d'une même saison. Il s'agissait de la quatrième infraction pour comportement antisportif de Hugo Gaston au cours de la saison 2023 », explique l'ATP. Toutefois, le joueur a interjeté appel et l'amende « sera réduite à 72 000 euros à certaines conditions, notamment celle qu'Hugo Gaston ne commette plus de telle infraction sur une période probatoire de douze mois », ajoute l'instance.

Depuis le début de la saison 2023, Hugo Gaston (22 ans) a engrangé 114 218 euros. Bénéficiaire d'une invitation pour jouer le premier tour du tableau principal de Roland-Garros (28 mai-11 juin), il est assuré d'engranger encore au moins 69 000 euros (promis aux perdants du premier tour). **Lepoint.fr**

MERCATO - PSG :

MANCHESTER CITY S'INVITE DANS LE DOSSIER VERRATTI !

Paris (Maxifoot)-Annoncé possible partant cet été, Marco Verratti a un nouveau prétendant de taille : Manchester City. Le club anglais pense au milieu italien en cas de départ d'Ilkay Gündogan.

Le statut de Marco Verratti a changé. Pour la première fois depuis son arrivée en 2012, le milieu de 30 ans n'est plus un intransférable au Paris Saint-Germain. Le club de la capitale est, en effet, prêt à ouvrir la porte à son joueur cet été en cas d'offre satisfaisante. Et l'international italien pourrait recevoir plusieurs propositions alléchantes.

Outre le Real Madrid, la Juventus Turin et l'Inter Milan, qui pensent à lui pour la saison prochaine, le quotidien Le Parisien révèle un intérêt de Manchester City pour « Petit Hibou ». Le champion d'Angleterre pourrait perdre Ilkay Gündogan à la fin de son contrat en juin et lui cherche un remplaçant. Le profil de Verratti a tout pour plaire au manager des Citizens, Josep Guardiola.

Verratti en réflexion sur son avenir

Sous contrat jusqu'en juin 2026, le natif de Pescara est en pleine réflexion sur son avenir. Nostalgique de l'époque de Zlatan Ibrahimovic (2012-2016), où régnait une autre autorité dans le vestiaire parisien, le Transalpin montre des signes de lassitude en privé. Il supporte aussi de moins en moins les critiques sur son hygiène de vie. Si Verratti s'interroge sur son futur dans la capitale française, il n'affiche pas encore des envies de départ exacerbées.

Le quotidien Le Parisien précise que, pour l'heure, le PSG reste même sa priorité pour la saison prochaine. Mais il étudiera les différentes offres qui se présenteront cet été sur le bureau de ses dirigeants. Et ces derniers ne feront désormais plus tout pour le retenir. Maxifoot

Copyright, ATOP. Tous droits réservés